

AU SOIR D'ALGÉRIE

loin des démons de la politique»

(1^{re} Partie)

officiers qui a été évoqué précédemment. Issus des écoles de cadets de la Révolution ou des universités, ces nouveaux chefs militaires sont habités, en effet, par une conviction patriotique qui les prédispose à venir au secours d'une Algérie en péril. Face à une situation de chaos potentiel, l'armée algérienne adopterait un comportement semblable à celui des forces armées égyptiennes. Ce comportement pourrait même pencher encore plus vers les attentes populaires.

Est-ce à dire, a contrario, que la toute puissance prêtée au DRS constituerait, en pareil cas, un obstacle à la volonté populaire ?

Vous pouvez me citer un précédent historique où un appareil de renseignement, aussi puissant soit-il, a pu faire obstacle à la marche impétueuse d'un peuple déterminé et guidé par des leaders charismatiques, convaincus et résolus ? La Savak en Iran, la Pide au Portugal ou la Stasi en Allemagne ? Vous savez ce qu'il en est advenu ! Regardez seulement ces jeunes étudiants qui, tout dernièrement encore, ont pu déborder le service d'ordre mis en place à Alger jusqu'à faire basculer — momentanément, il est vrai — le rapport de forces. Les services de renseignement tout puissants et capables de faire échec — par l'infiltration ou l'affrontement, peu importe — à un véritable soulèvement populaire ? C'est de l'histoire ancienne ! Il ne s'agit pas de disculper ces services de renseignement de leur part de responsabilité dans l'état des lieux décrit dans cet entretien. Il ne s'agit pas de «sanc-tuariser» ces services et de les glorifier de manière béate. Quoi qu'en pensent les esprits simplistes, nous ne sommes pas, en présence d'une société «infantilisée», nous sommes en présence d'une société désorganisée qui souffre d'un manque patent de leadership. Pour l'heure, hisser à tout bout de champ l'épouvantail du DRS, c'est un procédé spécieux du cercle présidentiel qui cherche à dégager sa responsabilité dans la paralysie qui frappe le pays.

Un prétexte commode chez certains leaders de l'opposition soucieux de justifier leur résignation symbolique à une situation de fait. Mais il est permis de s'interroger, ayant à l'esprit l'exemple de Youri Andropov qui, à la tête du KGB puis du PCUS, avait tenté de tout faire pour éviter le naufrage de la Russie et la disqualification irrémédiable de l'appareil soviétique de sécurité et de renseignement, il est permis de s'interroger, en effet, si les services de renseignement en Algérie, leur chef en tête, seront capables de devancer le cours de l'histoire ? C'est l'ANP, corps de bataille, qui, paradoxalement, pourrait être plus réceptive au souffle puissant de l'histoire.

Votre analyse laisse presque suggérer que ce n'est pas sur la puissance du DRS et la force de l'armée que repose le pouvoir du président Bouteflika ?

La réponse devrait être nuancée. Sans doute, le DRS procure un appui au président Bouteflika dans l'exercice de son pouvoir. Nul doute que l'ANP, corps de bataille, ne constitue pas une source de contestation du pouvoir du président Bouteflika. Mais il faut convenir, lucidement, que la résignation des élites nationales, politiques et intellectuelles suivie de la normalisation de presque la totalité des formations politiques sont pour beaucoup dans la consécration du pouvoir du président Bouteflika. La difficulté pour ces élites d'établir un contact réel et permanent avec la

société réelle devrait les interpeller sérieusement. Comment, en effet, ne pas être frappé par ce fossé qui sépare la société réelle des leaders traditionnels de l'opposition ? Pourquoi les retombées en termes de mobilisation et d'organisation de la population restent aussi limitées, malgré ce potentiel de contestation indéniable qui agite la société algérienne ? Rien ne sert, à cet égard, de rejeter la faute sur un pôle de pouvoir quel qu'il soit. L'histoire nous enseigne, depuis la nuit des temps, qu'il n'existe pas de vrai antidote à la volonté d'un peuple déterminé.

A propos de rôle et de statut de l'armée, cela ne vous semble pas paradoxal que cette institution soit interpellée par M. Ali Yahia Abdenmour, président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'homme, qui lui demande de destituer le président Bouteflika ?

Il ne faut pas prendre au mot maître Ali Yahia Abdenmour, homme des plus respectables s'il en fut. C'est sur le mode symbolique qu'il faut décrypter son message : «Vous, militaires, qui avez intronisé M. Bouteflika, aidez-nous à le faire partir.» Dans le cadre bien entendu de la Constitution. Au demeurant, maître Ali Yahia Abdenmour, parfaitement avisé, ne peut ignorer que ce qui est en cause c'est le système lui-même. A quoi bon le départ de M. Bouteflika si le système doit perdurer ? Entout état de cause, l'hypothèse d'une initiative de l'armée sous la forme imaginée par maître Ali Yahia Abdenmour a peu de chances de se vérifier. En premier lieu, à l'exception notable du chef du DRS, les chefs militaires qui ont intronisé le président Bouteflika ne sont plus en activité. Ils ne peuvent plus agir sur la chaîne de commandement militaire.

En deuxième lieu, les jeunes officiers qui, désormais, détiennent les leviers de commande ne sont plus dans une logique d'interférence dans la sphère politique. De surcroît, il n'existe pas, parmi eux, de figure charismatique capable d'audace et susceptible d'exercer un effet d'entraînement sur l'ensemble de la chaîne de commandement. Le seul cas de figure qui pourrait se présenter c'est bien donc le scénario égyptien où l'armée, sans prendre elle-même l'initiative, viendrait appuyer un soulèvement populaire devenu non maîtrisable. C'est tant mieux ainsi, il faut, autant que possible, tenir l'armée loin des démons de la politique.

A propos de pôles de pouvoir, l'ancien ambassadeur américain à Alger, Robert Ford, estimait impossible de déterminer qui détient, réellement, le pouvoir en Algérie ?

L'ambassadeur Robert Ford était bien avisé lorsqu'il envisageait cette problématique. En fait, il existe, en Algérie, deux réalités juxtaposées. Une réalité formelle, tout d'abord. A se référer à la Constitution, à examiner l'organisation théorique des pouvoirs en Algérie, le régime est hyper présidentiel avec prime au chef de l'Etat dispensé, pour ses décisions, de l'aval préalable du Parlement. Une réalité pratique, ensuite. L'indisponibilité chronique du président de la République aidant, il n'existe plus de centre de décision centralisé en Algérie.

Le Premier ministre, par exemple, dispose d'un pouvoir virtuel, seulement virtuel, sur les membres du gouvernement. Le président de

la République, seul dépositaire du vrai pouvoir, ne l'exerce pas, pour autant. Il en résulte un effritement du pouvoir avec impact préjudiciable sur la cohérence et l'efficacité de la démarche stratégique de l'Etat.

La stabilité politique et institutionnelle de l'Algérie peut-elle être, aujourd'hui, menacée par un mouvement islamiste d'extraction populaire ?

Le mouvement islamiste, dans sa forme plébéienne radicale, à l'image de ce que fut le FIS, a vécu. C'est une nouvelle direction que ce mouvement a prise, désormais, s'appuyant sur la prédication et prônant l'éloignement par rapport aux attraits matériels, jugés condamnables, de la vie moderne.

La conquête du pouvoir politique n'est plus un objectif prioritaire, c'est la conquête des esprits qui est au cœur du combat que mènent ces nouveaux islamistes.

A court terme, il n'existe pas de menace majeure sur la stabilité politique et institutionnelle du pays. Encore que dans le cas d'une élection libre et transparente, la victoire de ce mouvement islamiste s'il venait à être structuré — il ne s'agit guère ici de Hamas — pourrait provoquer la surprise. A moyen et long termes, si, en termes de mauvaise gouvernance, de précarité et d'injustice, le statu quo persiste, ce mouvement finira par cueillir, comme un fruit mûr, un pouvoir qui tombera, fatalement, dans son escarcelle.

Dans l'une de vos récentes interventions dans la presse, vous avez évoqué l'hypothèse selon laquelle le président Bouteflika, pour s'assurer de garanties après son départ, pourrait frayer la voie au pouvoir à un tel mouvement islamiste. Si le suffrage populaire en décidait ainsi, faudrait-il, de nouveau, déjuger le choix du peuple algérien ?

Absolument pas, les thèses «éradicatrices» appartiennent à un passé révolu. L'exclusion politique n'est plus de mise en Algérie comme partout ailleurs dans le monde arabe. Pour mieux étayer la réponse dans le cas présent, élargissons, cependant, le champ de la réflexion. Supposons que, désormais, la préoccupation du chef de l'Etat porte, d'une part, sur le besoin de disposer d'un répit pour préparer une sortie qui lui soit la plus favorable et, d'autre part, sur l'impératif de négocier les conditions d'un départ qui ne lui soient pas préjudiciables dans l'avenir, pour lui et pour sa famille. Revenons plus en détail sur les hypothèses qui peuvent se présenter dans ce contexte fermé. Deux cas de figure au total. D'une part, les pôles de pouvoir qui se chevauchent, actuellement, à l'intérieur du système pourraient être tentés de privilégier la création d'un poste de vice-président de la République à la faveur de la prochaine révision constitutionnelle pour adouber un successeur au président Bouteflika coopté à l'avance. C'est, évidemment, compter sans l'état d'exaspération de la population laquelle devrait réagir violemment. Ne nous attardons pas trop sur l'effet contre-productif, puisque ce n'est pas la perspicacité politique, de toute manière, qui domine en ces sphères.

D'autre part, le président Bouteflika pourrait être tenté par la conclusion d'un «deal» avec un nouveau parti islamiste populaire qui

serait créé à la faveur de la révision de la loi sur les partis. Ce deal comporterait l'octroi de garanties, après son départ, au président Bouteflika ainsi qu'à sa famille. En contrepartie de quoi, le président Bouteflika s'engagerait à mettre en place un cadre juridique et organisationnel qui permettrait à ce nouveau parti islamiste d'accéder, légalement, au pouvoir. Comme une politique d'éradication comparable à l'expérience passée en Algérie — faut-il le souligner à nouveau — est inconcevable, c'est dans la perspective de la durée que ce parti islamiste pourra accéder au pouvoir. Pour le reste, il ne s'agit d'être ni pour ni contre cette perspective, c'est au titre de la réflexion que le cas de figure est évoqué.

Vous êtes, personnellement, opposé à cette éventualité ?

Quelle importance s'il s'agit d'un point de vue émis à titre personnel ? Sur le plan du principe, qui pourrait, sans craindre le ridicule, contester un choix populaire, librement exprimé ? Un électeur islamiste est un électeur algérien, l'équation est aussi banale.

Observez ce qui se passe dans le monde arabe avec cette attention focalisée sur le modèle turc, n'y trouvez-vous pas matière à illustrer l'incongruité de toute forme d'exclusion de l'islam, cette dimension identitaire essentielle des sociétés musulmanes ? C'est, donc, sur le plan opératoire que l'équation mérite un examen plus attentif. L'idéal, aurait été, en effet, qu'une telle éventualité intervienne après la conclusion d'un pacte politique qui garantisse la pérennité du système démocratique. Nonobstant l'expérience spécifique de l'Algérie, il aurait été utile, sans doute, de tirer les enseignements des situations similaires vécues à travers le monde. Depuis que l'Algérie — cela fait vingt ans, sinon plus — est confrontée à la crise, n'aurait-il pas été plus judicieux d'envisager des

garanties pour que le fonctionnement démocratique des institutions, grâce à un équilibre approprié des pouvoirs, ne puisse jamais être entravé ? Bien sûr que l'émergence d'un mouvement islamiste comparable à l'AKP turc aurait été la plus favorable des issues pour l'Algérie. Bien sûr qu'une société civile organisée, disciplinée et imbue de patriotisme, à l'instar de ce qui est vérifiable pour la société civile en Turquie aurait été une progression salutaire en Algérie. Bien sûr que l'évolution de l'armée vers un statut professionnel irréversible avec mobilité régulière aux postes supérieurs de commandement et un

retrait plus marqué par rapport au champ politique aurait été un dénouement heureux pour l'Algérie. Bref, comme la politique n'est pas affaire de sentiments, il eut fallu que de véritables et puissants leviers soient mis en place pour éviter que l'accès d'un parti islamiste ne conduise à l'instauration d'un Etat théocratique reniant les fondements du système démocratique. Où sont ces institutions et ces hommes capables d'assurer le fonctionnement harmonieux du pays en pareil contexte ? Il eut fallu trouver chez les gouvernants actuels ou passés de l'Algérie, les doses nécessaires d'intelligence, de conviction et de courage qui, au demeurant, déterminent le destin des hommes d'Etat ?

Entretien réalisé par H. M.
(A suivre)

Dans le contexte politique et institutionnel actuel, il n'existe aucun contre-pouvoir réel à celui du chef de l'Etat. Au plan formel, le président de la République, aux termes de la Constitution, dispose d'un pouvoir sans limites. Le processus de prise de décision connaît, cependant, sur le plan pratique, de sérieuses défaillances aggravées, à présent, par l'indisponibilité chronique de M. Bouteflika.